
La lettre

de l'Institut François Mitterrand

Publication trimestrielle

N° 26 - Décembre 2008

Le manifeste de Madrid

Par Hubert Védrine

Nous vivons un moment exceptionnel de l'histoire de la mondialisation ultra libérale qui a échappé, dérèglementation aidant, à ses promoteurs. Ironie de l'histoire, en cette fin d'année, les dérégulateurs occidentaux apprentis sorciers n'entrevoient soudain de salut que dans des interventions massives des Etats qu'ils discréditaient encore hier, tout en maintenant des ambiguïtés qui font douter de leur capacité à corriger le système. Cela ne nous fera pas oublier les quolibets méprisants quand certains socialistes s'inquiétaient des conséquences économiques et sociales de la dérèglementation thatchero-reaganienne triomphante. Où sont aujourd'hui ceux qui affectaient de voir dans ce débat l'éternelle résistance des anciens contre des modernes, des frileux contre les audacieux ? Modernes, les tenants d'une financiarisation illimitée de l'économie ? Ceux qui refusaient d'adhérer au protocole de Kyoto ou qui voyaient dans le « consensus de Washington » imposé par le FMI, l'alpha et l'oméga du progrès économique et social ? Anciens ceux qui parlaient de règles et du rôle de l'Etat ?

En dépit de leurs proclamations, il ne faut pas trop compter sur ces dérégulateurs récemment convertis à un interventionnisme de circonstance pour mettre en oeuvre les réformes indispensables dans une économie désarticulée. A les écouter, il est clair qu'ils espèrent que la crise ne sera qu'un accident, un cycle parmi d'autres. Elle serait « naturelle » et renverrait à des lois qu'il serait dangereux de trop remettre en cause. Pendant ce temps là, le bilan s'alourdit et les perspectives 2009 s'assombrissent encore. Travailleurs pauvres, classes moyennes menacées, salariés et retraités malmenés, remontée massive du chômage, précarité accrue, voilà le bilan d'un capitalisme et d'une économie de marché dérégulés à outrance, de l'économie « casino ».

Soyons sûrs que les forces de dérégulation n'ont

pas désarmé. Au sein du nouveau G20 – innovation bienvenue – ou ailleurs, la bataille de la régulation sera rude.

Le silence des socialistes européens sur ces dérèglements commençait à être étonnant, alors que leur légitimité pour les dénoncer et faire des propositions, est grande. Il est donc heureux que le 1er décembre, à Madrid, les partis socialistes, sociaux-démocrates et travaillistes aient adopté leur Manifeste pour les prochaines élections européennes, et que ce texte traite des principaux défis du moment. Ils y affichent leur volonté de mettre en oeuvre une stratégie européenne de croissance verte et « intelligente » génératrice de nouveaux emplois, d'imposer aux marchés financiers, à tous les acteurs financiers, y compris les fonds spéculatifs et de capital d'investissement, comme aux agences et aux organismes de supervision, une nouvelle réglementation. De promouvoir un pacte européen sur les salaires pour que soient garantis des salaires minimaux décents dans tous les Etats membres, etc. Après avoir du mal à choisir entre Martine Aubry, qui fut ministre de François Mitterrand et Ségolène Royal qui le fut également, le parti socialiste français est très attendu évidemment sur la crise immédiate, mais plus profondément sur la redéfinition de l'ambition politique et du volontarisme dans une économie de marché globale (re-régulée), et dans le cadre européen.

A fin de contribuer à cette réflexion, et à cette reconstruction la Lettre, qui s'emploie à maintenir vivante la connaissance de la pensée et de l'action de François Mitterrand donnera la parole dans ses prochains numéros à un certain nombre de personnalités sur ce que devrait faire le Parti Socialiste pour se remettre en position de jouer à nouveau pleinement son rôle.

■

François Mitterrand et les communistes

CLAUDE ESTIER

Pour de multiples raisons et surtout si l'on souhaite éviter des polémiques rétrospectives, il n'est pas aisé de traiter des relations de François Mitterrand avec le Parti communiste. C'est sans doute la raison pour laquelle le sujet a été relativement peu développé par les historiens pourtant nombreux à avoir étudié la période.

Ces relations ont pourtant constitué un fait majeur de la vie politique française depuis le milieu des années 60 jusqu'à la fin des années 80. J'ai eu la chance d'en être pendant toutes ces années l'un des témoins privilégiés. C'est donc mon témoignage, essentiellement factuel, que je veux apporter ici.

De toute évidence, François Mitterrand n'était pas, au départ de sa carrière politique, enclin à rechercher un rapprochement, à plus forte raison une alliance, avec les communistes. Ceux-ci n'éprouvaient d'ailleurs pas la moindre sympathie à son égard comme il put le constater lors de ses premières campagnes électorales dans la Nièvre puis en étant, sous la IV^e République, membre de plusieurs gouvernements que le Parti communiste combattait, à la seule exception et seulement pendant quelques mois, de celui du Front républicain au début de 1956.

Les choses commencèrent à changer en 1958 lorsque François Mitterrand s'opposa -et de quelle manière- aux conditions du retour au pouvoir du général de Gaulle. Le 28 mai, il se trouvait aux côtés de Jacques Duclos en tête de l'immense cortège populaire qui défilait de la Nation à la République. Et le 1^{er} juin, à l'Assemblée nationale, il dénonçait en termes aussi virulents que l'orateur communiste -encore Jacques Duclos- le changement de régime qui était en train de se produire.

Devenu l'un des leaders de l'opposition, François Mitterrand consacra beaucoup de temps à réfléchir aux moyens de redresser la gauche réduite alors à une situation minoritaire dans laquelle le Parti communiste, lui-même atteint, représentait encore la seule force organisée. Ce fut la création de la Convention des Institutions Républicaines, devenue en 1964 une Fédération de clubs, soucieuse de contribuer au regroupement de ce que l'on appelait alors la « gauche non communiste ».

Il n'était pas encore question d'un véritable rapprochement avec le P.c. mais l'idée commençait à faire son chemin. On peut même trouver son origine dans la réponse que Mitterrand avait faite en 1958 au Président René Coty qui ne donna pas suite en entendant que l'homme qu'il appelait était prêt à accepter les voix communistes pour son éventuelle investiture.

Cheminement d'abord prudent. Au début de 1965, au cours des premières assises nationales de la Convention à laquelle je venais d'adhérer, je présentai une motion préconisant l'unité d'action avec le Parti communiste. Mitterrand fit en sorte qu'elle soit repoussée mais il s'en expliqua plus tard dans une préface à un de mes livres (1)

«J'avais soutenu qu'une telle initiative était prématurée tant que les socialistes n'auraient pas cimenté leur propre unité. Nous nous étions affrontés clairement. Nous recherchions le même objectif et divergions sur les moyens ou plutôt sur la méthode. Je pensais que j'avais raison. Je savais qu'il n'avait pas tort ».

C'est pourtant à peine quelques mois plus tard que les choses changent vraiment. Après l'échec de la tentative de Gaston Defferre, François Mitterrand est décidé à être candidat à l'élection présidentielle de décembre 1965 contre le général de Gaulle. Mais il exprime trois conditions : avoir l'appui de Pierre Mendès France, le soutien de la Sfo et que le Parti

communiste ne présente pas de candidat contre lui. Les deux premières ne suscitèrent guère de difficultés majeures. Quant à la troisième, elle provoqua d'après discussions au sein de la direction du Pc. Mais son secrétaire général, Waldeck Rochet, qui avait connu Mitterrand à Londres pendant la guerre et qui appréciait sa ferme opposition à de Gaulle, sut plaider habilement en faveur de sa candidature.

Roland Dumas et moi suivions jour après jour la progression de ce plaidoyer qui aboutit, le 23 septembre, à une décision favorable du Comité central. Celui-ci renonçait même à toute négociation en se contentant d'une «plateforme acceptable par tous», idée que Mitterrand faisait sienne en s'adressant « sans exclusive à toutes les organisations qui se reconnaissent dans la gauche française».

Même s'il n'y eut pendant les deux mois de campagne électorale aucun contact direct entre le candidat et les dirigeants du Pc (2), les suffrages communistes ne lui manquèrent pas le 5 décembre, lui permettant de mettre de Gaulle en ballottage, ni quinze jours plus tard où il atteignait 45% des voix. Une démonstration était faite qui allait être déterminante pour la suite: même en retirant les voix d'extrême droite qui avaient uniquement voté contre de Gaulle, il ressortait des chiffres que quatre à cinq millions d'électeurs de gauche non communistes n'hésitaient plus à mêler leurs bulletins à ceux des communistes, ce qui était un fait totalement nouveau depuis la rupture de 1947.

Un climat nouveau

Durant cette campagne électorale était née la Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste qui regroupait notre Convention des Institutions Républicaines dont Louis Mermaz était le secrétaire général, la Sfiio de Guy Mollet et les radicaux de gauche dirigés par René Billières. Au vu des résultats électoraux, la Fgds, dont Mitterrand devenait tout naturellement le président, pouvait s'estimer assez forte pour engager enfin des négociations avec le Parti communiste.

Malgré les réticences des radicaux, une première rencontre a lieu le 13 décembre 1966 au siège de la Fédération, rue de Lille. Lorsqu'elle s'achève au bout d'une heure et demie, les photographes se bousculent pour prendre le cliché de la poignée de mains entre François Mitterrand et Waldeck Rochet, la première du genre puisque rien de tel ne s'était produit pendant la campagne présidentielle. Trois autres rencontres suffirent pour élaborer et conclure un accord qui est rendu public le 21 décembre.

La presse, surprise, commente abondamment l'événement alors que les porte-parole de la droite, à l'instar d'Alain Peyrefitte, estiment que « plumer la volaille socialiste ne sera qu'un jeu d'enfant pour les communistes».

Dans les années suivantes, on ira beaucoup plus loin mais il est certain que cette plateforme commune de décembre 1966 aura marqué dans l'histoire de la gauche. « Ce jour là, a écrit François Mitterrand, a commencé la marche irréversible vers l'unité » (3).

Conclu dans la perspective des élections législatives de mars 1967, l'accord a créé une véritable dynamique à gauche. Au soir du premier tour, le 5 mars, alors que plus de 80% des électeurs inscrits sont allés voter, la Fgds totalise 4.200.000 voix soit près de 19% mais reste derrière le Parti communiste qui dépasse encore les 5 millions de suffrages, soit plus de 22%.

La gauche reste minoritaire mais le climat en son sein est totalement changé. Dès le lendemain, un accord est signé pour une candidature unique dans toutes les circonscriptions en ballottage. Les communistes se montrent même très conciliants en acceptant, dans treize cas, de laisser la place aux candidats de la Fgds arrivés derrière eux mais considérés comme mieux placés pour l'emporter.

Malgré un retard de 3.000 voix sur le candidat communiste, je suis l'une de ces exceptions, ce qui me permettra de battre à l'arraché le ministre gaulliste Alexandre Sanguinetti et de devenir député du 18e arrondissement de Paris.

La gauche a fortement progressé par rapport à la législature précédente avec un total de 193 élus (79 Pcf, 116 Fgds, 4 Psu) qui, souvent rejoints par les candidats centristes d'opposition, vont mener la vie dure au premier ministre Georges Pompidou, à commencer par François Mitterrand lui-même, reconnu comme le leader de la gauche au Palais Bourbon. Avec des hauts et des bas, le cheminement au sein de la gauche se poursuit. Une nouvelle rencontre au sommet entre Pc et Fgds a lieu le 15 février 1968.

Le 24 est publiée une plate-forme commune que François Mitterrand et Waldeck Rochet présentent ensemble.

1 La plume au poing (Stock 1977)

2 Du côté communiste, l'avocat Jules Borcker assurait cependant la liaison avec Mitterrand.

3 « Ma part de vérité », p.65

Le document comporte de nombreux points d'accord sur les institutions, la défense des libertés avec cependant des nuances et même des divergences, en particulier sur l'ampleur de la hausse des salaires ou sur l'étendue des nationalisations, la plus grave se situant sur la construction européenne à laquelle les communistes demeurent foncièrement hostiles. Mais, dans l'ensemble, ce document commun, qui déclenche la fureur de Pompidou, marque un nouveau progrès dans la voie de l'unité.

C'était sans compter sur les événements de mai qui créent brusquement une situation entièrement nouvelle. Ni la Fgds ni le Parti communiste ne sont réellement en phase avec les manifestations du Quartier Latin, en dépit des interventions multipliées à l'Assemblée nationale et de l'énorme défilé du 13 mai où tous les dirigeants de la gauche se retrouvent à la tête de 700.000 personnes entre la République et Denfert-Rochereau. Mais le 22 mai, le rejet de la motion de censure contre le gouvernement Pompidou souligne le décalage entre le Parlement et le pays avec des dizaines de milliers d'étudiants aux prises avec la police et, maintenant, des millions de travailleurs en grève.

Le 28, François Mitterrand avait tenté de renverser la situation au cours d'une conférence de presse en se déclarant candidat au cas où le pouvoir, fortement ébranlé, deviendrait vacant. Cependant, après être allé se «ressourcer» en Allemagne auprès du général Massu, de Gaulle reprenait le 30 les choses en mains et décidait la dissolution de l'Assemblée nationale et de nouvelles élections.

Le 30 juin, les résultats sont catastrophiques pour la gauche : le Parti communiste perd 39 députés, la Fgds 58 (dont tous les conventionnels à la seule exception de Mitterrand lui-même). La Fgds est morte et la droite se retrouve avec une majorité écrasante de 358 députés. Tout est à recommencer.

Si l'ensemble de la gauche a ainsi subi une grave défaite, le Parti communiste s'en remettra plus vite. On le constatera lors de l'élection présidentielle de mai-juin 1969 consécutive à l'échec du référendum sur le Sénat qui a conduit le général de Gaulle à se retirer.

Candidat d'une gauche non communiste désunie, Gaston Defferre, bien qu'épaulé par Pierre Mendès France, atteindra à peine 5% des voix -Michel Rocard candidat du Psu en obtiendra 3%- alors que le candidat du Pc Jacques Duclos en recueille, lui, 21%.

François Mitterrand qui s'est tenu à l'écart de cet épisode peu glorieux est renforcé dans sa conviction

que la force électorale du Parti communiste tient pour une grande part à la faiblesse et à la désunion de la gauche non communiste qui en détournent un grand nombre d'électeurs.

Il est plus que jamais convaincu que seule l'union au sein d'une grande formation socialiste homogène et structurée permettra de regagner des voix sur le Parti communiste et de rétablir un minimum d'équilibre entre les deux grands courants de la gauche, condition nécessaire pour que celle-ci puisse espérer l'emporter!

Le pari d'Epina y

C'était tout l'enjeu -et le grand pari- du Congrès d'Epina y qui, après une longue et intense préparation, se tient en juin 1971.

Au-delà de l'affrontement visible entre, d'une part, les conventionnels de Mitterrand et l'alliance Mauroy-Defferre et, d'autre part, les fidèles de Guy Mollet et d'Alain Savary qui lui a succédé Cité Malesherbes, c'est un grand débat de fond qui sépare les protagonistes en particulier sur la question des rapports avec le Parti communiste. Tandis que les seconds souhaitent poursuivre le dialogue idéologique engagé depuis un certain temps déjà sur les conditions nécessaires pour surmonter la rupture de 1920,

François Mitterrand est persuadé que ce dialogue n'est pas près d'aboutir, qu'il constitue donc une perte de temps et qu'il est plus efficace de rechercher avec le Pc un accord programmatique. Avec le renfort du Ceres de Jean-Pierre Chevènement, c'est cette dernière thèse qui l'emporte finalement d'une courte majorité et qui fait de François Mitterrand le premier secrétaire du nouveau Parti socialiste,

Une fois encore, la droite et une grande partie des medias apprécient mal la portée de l'événement, soit en qualifiant Mitterrand d'«usurpateur», soit en ressortant la vieille rengaine de la volaille socialiste devant être plumée par le Parti communiste.

Plus curieusement, les communistes eux-mêmes, par la plume de René Andrieu dans « l'Humanité », voient dans la conclusion du congrès « un recul de l'aspiration unitaire » du fait de l'abandon du dialogue idéologique.

Le nouveau parti s'était cependant très rapidement

mis au travail et, sous la direction de Chevènement, fut élaboré un programme « Changer la vie » qui fut adopté à l'unanimité le 12 mars 1972 à la Convention nationale de Suresnes.

A partir de là, et malgré que les deux partis se soient opposés sur le référendum organisé par Georges Pompidou sur l'entrée de la Grande-Bretagne et des trois pays nordiques dans le Marché commun, il ne fallut pas plus de deux mois pour aboutir, le 27 juin, à la conclusion d'un programme commun de gouvernement qui devait recevoir deux semaines plus tard l'adhésion du Mouvement des Radicaux de Gauche.

Le programme commun

Cette fois, les communistes étaient satisfaits, Georges Marchais affirmant qu'il s'agissait d'« un événement d'une portée considérable qui fera date dans l'histoire du mouvement ouvrier et démocratique de notre pays ».

Document historique sans aucun doute puisque, pour la première fois, des partis de gauche présentaient aux Français, en entrant dans les détails -trente-cinq chapitres-, le programme qu'ils entendaient mettre en oeuvre en allant ensemble au gouvernement.

La nouvelle dynamique ainsi créée allait se manifester dès les élections législatives de mars 1973 où la droite perdait globalement une centaine de sièges, n'était plus majoritaire en voix, tandis que l'Ugsd, regroupant socialistes et radicaux, obtenait 102 élus soit le double de 1968, le Pc passant de son côté de 34 à 73 députés.

En voix, le Pc était encore le premier parti de gauche mais il ne devançait plus que de 300.000 suffrages le Ps dont la progression était considérée par tous les observateurs comme l'événement majeur de ces législatives.

On dira plus tard que dès ce moment le Parti communiste avait pris ombrage de cette progression et commençait à se demander si la stratégie du programme commun qu'il avait tellement souhaitée lui était réellement profitable. Mais rien n'indiquait alors qu'il ait l'intention de la remettre en cause.

Le 8 mars 1974, Georges Marchais accordait une longue interview à « l'Unité » dans laquelle il se félicitait

des résultats obtenus et de la consolidation de l'union de la gauche. Et quelques semaines plus tard, la mort de Georges Pompidou ayant provoqué une nouvelle élection présidentielle, le Parti communiste se ralliait rapidement à la candidature de François Mitterrand investi par le Parti socialiste.

Dès le 5 avril, Georges Marchais avait adressé à Mitterrand une lettre proposant la désignation par les trois partis du programme commun d'un candidat unique dès le premier tour en ajoutant: « Notre Comité central estime que vous pourriez être ce candidat ».

La campagne électorale est brève et intense. Dans chacun des meetings du candidat, les communistes sont présents et Georges Marchais lui-même à celui de la Porte de Versailles à Paris où se pressent 100.000 personnes.

Le 5 mai, François Mitterrand arrive largement en tête avec plus de 11 millions de voix soit 43,24% des voix et donc 11% de plus qu'en 1965 ce qui mesure bien le chemin parcouru. Si l'on considère que le Parti communiste représente encore cinq millions d'électeurs, il apparaît que davantage de Françaises et de Français non communistes sont désormais acquis à l'union de la gauche avec les communistes.

Le duel du second tour entre Mitterrand et Giscard d'Estaing passionne les Français.

Le 19 mai, 87% des électeurs inscrits vont voter. Il manquera 400.000 voix à François Mitterrand mais avec près de 13 millions de suffrages, il se trouve à un niveau jusque-là jamais atteint par la gauche.

Décidé à poursuivre la bataille, François Mitterrand souligne dès le lendemain que les socialistes ont bien des raisons d'être optimistes : les choix faits depuis Epinay ont été ratifiés par des millions de nouveaux électeurs.

Marchais et Mitterrand

L'échec n'a d'ailleurs nullement entamé le bon climat à l'intérieur de la gauche. Georges Marchais à la télévision, François Mitterrand devant la presse appellent presque dans les mêmes termes à amplifier l'union sur des bases plus solides encore.

J'ai pu être personnellement témoin des bonnes relations qui s'étaient instaurées entre les deux

hommes pourtant si différents par leur origine, leur formation ou leur culture.

Marchais éprouvait face à Mitterrand une sorte de fascination et n'était pas avare à son égard de manifestations d'amitié. Mitterrand était sans doute plus réservé mais reconnaissait dans ce partenaire une authenticité ouvrière qui justifiait à ses yeux l'accord passé avec lui.

C'est pourtant peu après que les choses allaient commencer à se gâter. À l'automne 1974 se produisent deux événements que le Parti communiste n'allait guère apprécier. Ce fut, en octobre, les «Assises du socialisme» qui marquaient un élargissement du Ps avec l'arrivée de Michel Rocard et d'une majorité du Psu ainsi que d'un certain nombre de syndicalistes chrétiens. Ensuite, une série d'élections législatives partielles se traduisaient par une progression générale des candidats socialistes tandis que ceux du Pc enregistraient une certaine stagnation.

Il semblait bien que plusieurs dirigeants communistes avaient alors mis en cause ce qu'ils considéraient comme une trop grande faiblesse de Georges Marchais à l'égard de Mitterrand. D'où le déclenchement d'une polémique contre le Ps accusé par exemple, par Roland Leroy de «rejoindre les plans du grand capital».

Ce procès soudain se prolongeant au congrès que le Pc tenait fin octobre à Vitry où Marchais lui-même accumulait les critiques accusant le premier secrétaire du Ps d'un comportement «dominateur et sûr de lui». Il était cependant étonnant d'entendre plusieurs responsables communistes affirmer que, déjà en mai, ils avaient mis Mitterrand en garde contre son comportement lors de la campagne présidentielle, ce qui ne correspondait à aucune réalité.

Pendant la campagne elle-même, Georges Marchais était venu à trois reprises s'entretenir avec Mitterrand à son domicile. Sans doute avait-il regretté que le Pc ne soit pas représenté en tant que tel dans l'équipe de la tour Montparnasse mais il n'avait jamais exprimé de sérieuses critiques sur la manière dont était menée la campagne.

Tout au contraire, le soir du grand meeting de la porte de Versailles, nous avons été plusieurs à le voir féliciter Mitterrand avec chaleur pour sa prestation, ce qui avait été le cas aussi de Jacques Duclos.

Dans toutes les villes de province, les dirigeants communistes étaient au premier rang des meetings. A Rouen, par exemple, Roland Leroy, l'un de ceux qui

venaient de déclencher la polémique, avait accueilli le candidat de la gauche avec une cordialité remarquable.

Pour faciliter les choses et désarmer une campagne de la droite sur le poids supposé des communistes dans un futur gouvernement de gauche, Marchais avait même été jusqu'à déclarer quelques jours avant le scrutin que le Parti communiste ne revendiquerait aucun des « ministères-clés » de l'Intérieur, des Affaires étrangères ou de la Défense nationale.

Une explication plus plausible est que le Pc n'a constaté qu'à retardement que la campagne de Mitterrand avait sensiblement conforté dans l'opinion non seulement l'image de celui-ci mais aussi celle du Parti socialiste. Les élections partielles d'octobre avaient agi comme un révélateur. En fait, les dirigeants communistes acceptaient mal que l'Union de la gauche pour laquelle ils avaient tellement milité leur fasse perdre au sein de cette gauche la première place qu'ils occupaient depuis la Libération et qu'ils ne devaient plus jamais retrouver.

Respecter l'aspiration unitaire

En dépit de ce brusque changement d'attitude de son principal partenaire, François Mitterrand réaffirme sa volonté de respecter l'aspiration unitaire telle qu'elle s'est exprimée le 19 mai. Une motion de censure déposée en commun contre le gouvernement Chirac recueille en tout cas la totalité des 183 voix communistes, socialistes et radicaux de gauche.

Au congrès socialiste de Pau, fin janvier 1975, un débat s'instaure sur la manière de renouer avec le Parti communiste. Contrairement au Ceres qui souhaite une initiative de notre part, Mitterrand estime que c'est au Pc de faire le premier geste en mettant fin à la polémique. Cette dernière thèse l'emporte largement mais le Ceres refuse de s'y rallier, ce qui conduit à une rupture de la coalition d'Épinay. Rupture dans laquelle le Parti communiste voit un « glissement à droite » tandis que « l'Humanité » n'hésite pas à titrer: « François Mitterrand confirme son refus de l'action commune avec le Parti communiste ».

Par une cuneuse coïncidence, c'est alors même que les communistes français poursuivent leur polémique que les communistes soviétiques reçoivent en grande pompe à Moscou une importante délégation socialiste conduite par François Mitterrand qui va

pouvoir débattre pendant plusieurs heures avec le grand idéologue du Pcus Mikhaïl Souslov. A ses côtés se trouvait Boris Ponomarev qui nous surprit en se félicitant que le Parti socialiste français manifeste son désir de poursuivre la coopération avec le Parti communiste sur la base du programme commun !

Peu après notre retour de Moscou, le Parti socialiste tenait une Convention nationale sur le thème de ses relations avec le Pc à partir d'un rapport présenté par Lionel Jospin et qui traitait à la fois de l'histoire de ces relations depuis la scission de 1920 et des évolutions récentes qui avaient permis un rapprochement. Avec une question centrale: comment faire avancer la gauche en allant plus loin que le programme commun? Adopté à l'unanimité, ce rapport allait faire baisser la tension, ce qui permettait, le 25 juin 1975, la tenue, pour la première fois depuis un an, d'un « sommet » entre François Mitterrand, Georges Marchais et Robert Fabre.

Un événement d'un autre ordre intervient en octobre. Les huit leaders socialistes et communistes d'Italie, d'Espagne, du Portugal et de France ont accepté de s'exprimer dans « *l'Unité* » dans le cadre d'une enquête intitulée: « Au Sud, du nouveau ».

Pendant quatre semaines, Felipe Gonzalez et Santiago Carrillo, Mario Soares et Alvaro Cunhal, Francesco de Martino et Enrico Berlinguer, et enfin François Mitterrand et Georges Marchais évoquent longuement les perspectives qui s'offrent à l'ensemble de la gauche dans leurs pays respectifs. Compte tenu de la polémique qui a occupé les mois précédents, le fait que Georges Marchais ait accepté de participer à cette enquête ne passe pas inaperçu. D'autant que, tout en soulignant « les différences essentielles qui existent entre les deux partis », il s'exprime en termes modérés en soulignant que « de fait qu'ils se soient mis d'accord sur un programme d'un contenu social avancé est d'une grande importance pour le développement de rapports nouveaux ». Ce qui permet à François Mitterrand de conclure en se déclarant optimiste sur la vitalité de la stratégie de l'union de la gauche. Il profite de cet entretien pour se situer clairement lui-même dans l'histoire du socialisme:

« A Epinay, nous n'avons pas inventé le socialisme. Nous avons adopté la stratégie de l'Union de la gauche qui présupposait elle-même l'unité des socialistes. Il y a beaucoup d'événements du passé du socialisme français que je rejette. A tort ou à raison, j'ai été personnellement en désaccord avec bien des aspects de la politique de la Sfiio entre 1947 et 1958 et j'ai combattu son ralliement provisoire au gaullisme. Mais

quand la Sfiio, longtemps et glorieusement identifiée au mouvement ouvrier, s'est divisée après 1920 en deux partis antagonistes, ceux qui ont maintenu avec Léon Blum la « vieille maison » l'ont fait en vertu d'un principe qui reste pour moi fondamental: socialisme et liberté ne font qu'un. L'héritage dont je me réclame est tout entier contenu dans le discours prononcé à Tours par Léon Blum, qui constitue à mon avis une référence majeure. S'il y a aujourd'hui un Parti socialiste, c'est au courage de quelques uns, à cette époque, qu'on le doit. Le refus du marxisme-léninisme (et pour être tout à fait clair, la vision léniniste du marxisme) dans sa théorie comme dans sa pratique, a sauvegardé les chances de ce que vous appelez « des nouvelles perspectives du socialisme français ». Je n'ai pas voulu dire autre chose lorsque j'ai affirmé que si le choix de Tours s'imposait à nouveau, je ferais celui de Blum »,

Au début de février 1976, le Parti communiste tient à Saint-Ouen son 22^e congrès ouvert par un long rapport de Georges Marchais qui comporte plusieurs innovations dont la dénonciation « d'actes injustes et injustifiables » commis en Union soviétique et surtout l'abandon de la notion de dictature du prolétariat expliqué par le fait que « le monde a changé » et qu'il faut « tenir compte de la réalité française ». S'il porte encore un jugement critique sur le Parti socialiste, on est loin, en tout cas dans la forme, du procès entretenu tout au long de l'année précédente. Ce dont beaucoup d'observateurs concluent que le Pcf envisage désormais sérieusement sa participation à un gouvernement de gauche.

Listes uniques de la gauche

Les élections cantonales de mars marquent une nouvelle progression du Ps qui atteint 26% et gagne plus de 200 sièges mais non au détriment du Pc qui en gagne de son côté 75. A la mi-mai, le congrès socialiste de Dijon décide à l'unanimité que, pour les municipales de 1977, il ne saurait y avoir d'autres alliances qu'à gauche avec la recherche systématique de listes d'union. Etant entendu, rappelle François Mitterrand, qu'il s'agit à la fois d'affirmer la présence socialiste et de renforcer l'union de la gauche.

Cette stratégie est officialisée par les trois partis du programme commun, le Parti communiste ayant même accepté que la composition des listes de candidats tienne compte des derniers résultats

électorales obtenus par chacun d'eux. Le climat est donc de nouveau au beau fixe quand se déroulent les élections municipales. Le premier tour, le 13 mars, est pour les listes d'Union de la gauche un grand succès qui sera encore amplifié au second: la gauche emporte 157 des 221 villes de plus de 30.000 habitants dont 81 au lieu de 44 pour le Ps et 72, au lieu de 50 pour le Pc.

Le Président de la République accuse le coup en remplaçant quelques ministres mais tous les sondages indiquent que la majorité de l'opinion met ses espoirs dans la gauche pour les élections législatives de 1978. C'est alors que surgit un obstacle imprévu qui va tout compromettre. Quelques jours après le second tour des élections municipales, Georges Marchais a adressé à François Mitterrand une lettre dans laquelle il souhaite une rencontre prochaine des trois formations signataires du programme commun pour examiner les conditions de son actualisation. Le premier secrétaire fait le 7 avril à cette lettre une longue réponse dans laquelle, soulignant tout ce qui a changé en France et dans le monde depuis 1972, il déclare que les socialistes sont « favorables à une discussion qui aura pour objet de relier les propositions du programme commun aux faits tels qu'ils se présentent aujourd'hui ». Et il précise ce que pourrait être le cadre de cette discussion :

- 1) Prendre acte des points acquis au plan national et international;
- 2) Adapter aux réalités nouvelles «tout en évitant de déclencher des déséquilibres incontrôlables» un certain nombre de mesures économiques et sociales ;
- 3) Tenir compte des modifications du contexte, notamment dans le domaine législatif.

En outre, François Mitterrand souhaite que l'actualisation du programme commun permette de prendre en compte un certain nombre d'éléments nouveaux sur le plan des libertés, de la politique extérieure et de l'économie. Il suggère enfin que soit retenues un certain nombre de propositions déjà faites par le Ps comme la création de 150.000 emplois publics, la réduction progressive à 36 heures de la durée hebdomadaire du travail ou la création d'un impôt sur les fortunes supérieures à 2 millions de francs. Un « sommet » des trois partis se tient le 17 mai. Il se déroule dans de bonnes conditions et, comme l'indiquent les images télévisées de Mitterrand, Marchais et Fabre à la sortie de la réunion, « avec la volonté de réussir ». Un point positif est déjà acquis depuis que Georges Marchais a annoncé que le Parti communiste pourrait accepter l'élection du Parlement européen au suffrage

universel. La principale difficulté se situe au chapitre des nationalisations que les communistes voudraient étendre au pétrole, à la sidérurgie et au groupe Peugeot-Citroën alors que François Mitterrand a exprimé sa préférence pour des prises de participation publiques majoritaires évitant l'étatisation et le rachat total du capital. Sans trancher, le sommet a chargé un groupe tripartite d'élaborer des propositions acceptables par tous dans l'ensemble des domaines considérés.

Vers la rupture

Mais, curieusement, au lendemain du congrès socialiste de Nantes qui, après un long débat idéologique, a renforcé l'autorité de Mitterrand sur le parti, les communistes déclenchent une nouvelle polémique. S'exprimant à France-Inter, Georges Marchais accuse Mitterrand de vouloir imposer un « diktat » ou de lui faire signer « un chèque en blanc ».

Mitterrand réplique aussitôt dans son « Bloc Notes » de l'Unité daté du 25 juin: « Les faux procès sont instructifs puisqu'ils révèlent les vraies pensées. Faux procès, en particulier, l'accusation selon laquelle le Parti socialiste songerait, dans l'hypothèse d'une victoire de la gauche, à substituer son programme au programme commun. Comme s'il pouvait y avoir contradiction entre les deux ! Qui peut le plus peut le moins.

«Le programme commun exprime un compromis que nous avons accepté et qui nous oblige. Depuis cinq ans qu'il existe, pas un mot, pas un acte de notre part n'autorisent nos partenaires à douter de la valeur de cet engagement. Le Parti communiste rentrerait dans la zone dangereuse des incriminations et des sentences arbitraires qui ont jalonné une histoire assez proche pour qu'elle reste dans nos mémoires s'il continuait d'instruire ce mauvais dossier. Par exemple, si Georges Marchais s'étonne que le Parti socialiste veuille en terminer avec l'actualisation du programme commun avant même d'avoir révisé sa politique de défense nationale, je m'étonne plutôt que le Parti communiste ait révisé sa politique de Défense nationale avant d'avoir actualisé le programme commun. (4) En fait, quelles que soient ses raisons, bonnes ou non, il a, en virant de bord à 180 degrés, rompu unilatéralement les accords qui nous liaient. Bien entendu, cela ne s'appelle pas un diktat.

4 - Le Pcf s'est soudain déclaré partisan de la force de frappe nucléaire qu'il rejetait auparavant.

«Je me permettrai enfin de remarquer à l'usage de Georges Marchais que rares sont les chèques en blanc parus en librairie et qui comportent trois signatures au terme de 92 pages (Editions Flammarion) et de plus de 25.000 mots, avec une date d'émission et l'adresse des destinataires, et barrés de surcroît, pour éviter que quelqu'un 'd'autre ne les empoche »,

C'est donc dans un climat tendu que s'ouvrent, le 14 septembre, les discussions sur l'actualisation du programme commun sans qu'on puisse toutefois ce jour là présager d'une rupture.

Plusieurs chapitres faisaient même rapidement l'objet d'accords, en particulier sur l'éducation et sur certaines mesures sociales.

La grande divergence se situait au chapitre des nationalisations que les communistes voulaient étendre considérablement en y incluant toutes les filiales des neuf grands groupes qui figuraient dans le programme de 1972.

Devant leur intransigeance, Robert Fabre, au nom des Radicaux de gauche, décide de se retirer des négociations qui sont donc interrompues à l'heure des journaux télévisés de 20 heures qui permettent ainsi à des millions de Français de prendre en direct connaissance de l'événement.

François Mitterrand rend alors publique une déclaration solennelle :

«Je m'adresse d'abord aux millions de Françaises et de Français, la majorité, qui ont mis dans la gauche, et plus précisément dans l'Union de la gauche, leur confiance et leur espoir.

«Ils savent que depuis douze ans, dans les bons et les mauvais jours, je n'ai cessé de croire que l'union, et seulement l'union, l'Union de la gauche, sera capable de leur apporter ce qui leur manque le plus, l'égalité des droits et des chances, la responsabilité de leurs propres affaires, la certitude que la France retrouvera l'élan des grands moments de son histoire. En dépit des traverses, je le crois encore, je le crois toujours et c'est ce que je viens leur dire aujourd'hui.

« J'imagine qu'hier soir, ce matin, ils ont appris avec tristesse que par le double effet des surenchères et des jeux politiques cette union cimentée en 1972, par le programme commun de gouvernement de la gauche, était en péril.

«Or le programme commun est un bon programme. Il

rassemble les travailleurs et défend leurs justes intérêts. Il répond aux questions que pose la crise économique, sociale, culturelle de la société occidentale. Il propose le véritable changement, hors duquel notre pays continuera de subir la loi des privilèges et le règne de l'injustice.

« Ce programme nous l'avons, gardons-le. Nous devons, certes, l'adapter aux réalités du moment, et notamment tenir compte des conséquences de l'inflation, du chômage, de la baisse du pouvoir d'achat, de l'aggravation des inégalités. Mais nous devons veiller tout autant à préserver le pacte fondamental qui a permis à la gauche de devenir en peu d'années la première force du pays. « C'est dans cet esprit que le Parti socialiste sert et continuera de servir l'union ».

La rupture n'est cependant pas encore consommée.

Les trente négociateurs de la gauche se retrouvent encore les 21 et 22 septembre au siège du Parti communiste. Mais celui-ci maintient ses positions sur les nationalisations et ne prend même pas acte d'une proposition socialiste qui pouvait permettre un accord sur la sidérurgie. Georges Marchais et ses camarades ont visiblement décidé d'en finir. Alors que les délégations sont encore réunies, l'édition de «l'Humanité» sort avec en «une» un dessin montrant Mitterrand et Fabre félicités par Giscard d'Estaing !

On pouvait se demander pourquoi les communistes avaient voulu cette rupture. Sans doute jugeaient-ils que l'inversion du rapport de forces entre le Ps et le Pcf les empêchait d'accepter un compromis tel que celui auquel ils avaient adhéré sans grande difficulté cinq ans plus tôt quand ils avaient la primauté sur la gauche, la controverse sur les nationalisations n'étant alors qu'un prétexte.

Tirs croisés

Il reste qu'au lendemain de ce funeste 22 septembre, « l'Humanité » repartait de plus belle dans la dénonciation du Ps tandis que Georges Marchais utilisait dans le même sens les heures d'antenne que lui offraient volontiers les chaînes de radio et de télévision.

Le Parti socialiste doit donc faire face à des tirs croisés du Pcf et de la droite. Dans la même journée, le 6 octobre, sur Tfl, Georges Marchais à 13 heures et Raymond Barre à 20 heures s'en prennent

violemment et presque dans les mêmes termes à François Mitterrand. Les journalistes qui interrogent celui-ci semblent étonnés de le voir se faire de nouveau le chantre de l'Union de la gauche.

C'est la position que réaffirme le Comité directeur en votant à l'unanimité, la minorité s'y étant ralliée, une résolution reprenant le détail des positions que la délégation socialiste avait défendues lors des discussions sur l'actualisation et rappelant les ouvertures faites qui auraient pu permettre un accord. Document que « l'Humanité » et le Bureau politique de Pc qualifient aussitôt de « rideau de fumée » et de « tentative de camouflage », ce qui n'est pas forcément l'avis de tous les militants communistes.

L'hebdomadaire « France nouvelle » a d'ailleurs cru devoir publier la lettre de l'un d'eux qui reproche à son parti de « développer une polémique stérile cassant la dynamique unitaire », ce qui est aussi l'avis d'une militante parisienne qui, dans une tribune libre du « Monde », s'inquiète de « l'aveuglement » du Pcf.

Autre signe caractéristique: le dernier sondage Sofres indique que 66% des électeurs communistes font encore confiance à François Mitterrand dont, en tout cas, le procès que la direction communiste poursuit contre lui n'a pas altéré l'image.

Le 13 novembre, le Ps propose une réunion des trois partis de gauche pour explorer la possibilité d'une reprise des discussions au sommet. La rencontre a bien lieu mais les propos du représentant communiste, en l'occurrence Charles Fiterman, laissent peu d'espoir qu'elle puisse avoir des suites positives.

Le Parti socialiste décide donc de publier en brochure le programme commun complété par ses propres propositions pour l'actualisation afin que « tous ceux qui le désirent aient la possibilité de juger sur pièces », François Mitterrand commente: « Notre parti n'a qu'un combat: celui qu'il mène contre la droite. Il n'a qu'une stratégie: l'Union de la gauche ».

Ce rappel constant ne modifie pas le comportement du Parti communiste dont une conférence nationale fait nettement apparaître qu'il préfère ne pas aller au pouvoir dans un rapport de forces défavorable avec le Parti socialiste. Il introduit même une difficulté nouvelle en subordonnant tout accord de désistement aux législatives de mars au pourcentage de voix qu'il aura lui-même obtenu au premier tour.

On est maintenant à moins de deux mois des élections. Tandis que les sondages n'accordent pas plus de 45%

des voix à la droite, Raymond Barre, devenu chef de guerre, multiplie les attaques contre François Mitterrand.

Le 12 mars, le Ps espère 7 millions de voix. Il n'en obtient que 6.500.000, devançant certes le Pcf de près de 600.000 voix mais avec un peu plus de 45%, sans compter l'extrême gauche, le total de la gauche est légèrement inférieur à celui de la droite.

Rien n'est encore joué mais l'accord qui intervient dès le lundi pour le second tour et dont François Mitterrand donne connaissance à la presse, entouré de Georges Marchais et de Robert Fabre, arrive bien tard pour relancer la dynamique unitaire.

C'est le constat que l'on doit faire le 19 mars : la gauche et la droite ne sont séparées que par moins de 380.000 voix sur plus de 26 millions de votants, soit le même écart qu'à l'élection présidentielle de 1974. Mais la majorité sortante conserve 90 sièges d'avance sur la gauche qui paie incontestablement la triste nuit du 22 septembre et la longue polémique entretenue par le Parti communiste dont la direction affirme pourtant qu'elle « ne porte aucune responsabilité ».

Tenir bon

Cet échec électoral provoque inévitablement des tensions au sein du Parti socialiste.

Le soir même du second tour, Michel Rocard a pris ses distances avec la stratégie d'union de la gauche qu'il qualifiera d'« archaïque ». Mais devant la Convention nationale réunie le 29 avril, François Mitterrand justifie cette stratégie:

« J'ai exclu une alliance de la gauche dont la finalité serait la société communiste. Que ceux qui l'acceptent le disent. S'il s'agit de faire cela, je serai contre. Il est exclu que le Parti socialiste participe à une alliance de la gauche pour donner au Pcf d'installer en France une société communiste. Nous avons, en revanche, accepté la compétition, et nous l'avons engagée à une époque où nous étions bien faibles, mais parce que nous faisons une analyse sociale et parce que nous considérons que, dans la lutte de classe, les communistes et nous sommes dans le même camp.

« Quels que soient nos problèmes avec le Parti communiste, je pense qu'il est plus désirable encore de battre la droite. Voilà pourquoi, dans l'échelle

des priorités, il faut préserver à la base et autant que possible dans les structures, l'Union de la gauche et pratiquer en toutes circonstances la discipline de la gauche avec rigueur et fermeté ... »

Parallèlement, la contestation se développe au Parti communiste.

Elle est à la fois le fait d'une figure historique du parti, Charles Tillon, qui donne une interview à « l'Unité » et d'une pétition initiée par Louis Althusser et Jean Ellenstein qui met en cause la direction du parti et qui a déjà reçu un millier de signatures, dont plusieurs élus locaux et quelques responsables fédéraux. Pétition qualifiée d'« entreprise fractionnelle » par Georges Marchais et Roland Leroy qui accusent le Parti socialiste d'en être le « fer de lance ».

Dans la perspective du congrès de Metz convoqué en avril 1979, le débat s'intensifie au Parti socialiste entre ceux qui réclament un changement d'orientation et ceux qui, avec François Mitterrand, entendent « tenir bon » en restant fidèles à la stratégie d'Epinay.

Après des débats tendus, souvent houleux, cette dernière thèse l'emporte finalement au congrès avec 47% des suffrages -majorité relative qui sera élargie par un accord avec le Ceres-, François Mitterrand étant réélu premier secrétaire à l'unanimité.

Résultat qui ne satisfait pas le Parti communiste. « l'Humanité » n'a vu dans le congrès que « la confirmation des convergences du Ps avec Giscard ! »

Pourtant le quotidien du Parti communiste italien « l'Unità » est d'un tout autre avis: « Avec une direction plus homogène que la précédente, le Parti socialiste se retrouve sur des positions plus claires, plus unitaires et, pour tout dire, plus à gauche ».

Pendant des mois, les communistes poursuivent leurs attaques contre François Mitterrand et quand, le 24 mars 1979, celui-ci rencontre à Strasbourg le leader du PCI Enrico Berlinguer, Georges Marchais n'hésite pas à s'en prendre à son homologue italien,

La victoire du 10 mai

Cependant l'orientation définie au congrès de Metz aura été déterminante pour la suite.

D'abord pour porter la candidature de François Mitterrand à l'élection présidentielle de 1981 contre celle de Michel Rocard, finalement retirée. Ensuite pour soutenir la dynamique d'une campagne électorale qui, au fil des jours, déstabilise Giscard d'Estaing.

Le 26 avril, le président sortant ne dépasse guère 28% des voix tandis que le candidat socialiste est monté à 26%, devançant largement Chirac qui n'a que 18% et surtout Marchais, tombé à 15% et dont on explique le recul par le fait qu'un grand nombre d'électeurs communistes ont voté d'emblée pour Mitterrand.

Dès lors, le Comité central du Pcf ne peut qu'appeler à voter Mitterrand qui sera élu le 8 mai en ayant réuni 15.708.000 suffrages, soit près de 52%.

Reçu à l'Élysée par le nouveau président, Georges Marchais s'engage à cesser les attaques contre le Ps. L'Assemblée nationale ayant été dissoute, c'est une vague rose qui arrive au Palais Bourbon, le Ps comptant pour sa part 262 élus sur un total de 333 députés de gauche.

Bien qu'ayant été largement distancé par le Ps au premier tour, le Parti communiste ne veut pas être absent de ce succès.

Après l'adoption d'une déclaration commune très proche des positions socialistes, quatre ministres communistes entrent dans le gouvernement de Pierre Mauroy: Charles Fiterman, Jack Ralite, Anicet Le Pors et Marcel Rigout. Malgré quelques tiraillements ils y resteront jusqu'en juillet 1984, le Pc refusant alors de participer au gouvernement de Laurent Fabius qui a succédé à Pierre Mauroy.

Les communistes ne retrouveront une présence gouvernementale qu'en 1997 -un an après la mort de Mitterrand- avec Lionel Jospin qui fait appel à trois d'entre eux: Jean-Claude Gayssot, Marie-George Buffet et Michèle Demessine.

Entre temps, le Parti communiste n'a cessé de décliner, depuis les 8,64% de Robert Hue en 1995 jusqu'aux moins de 2% de Marie-George Buffet en 2007.

Malgré les nombreux soubresauts qu'il a connus pendant toutes ces années -et qu'il connaît encore-, le Parti socialiste est solidement et durablement installé comme première force de gauche. Le pari de François Mitterrand à Epinay a été gagné au-delà même de toute prévision.

“Temps libre”: un ministère rêvé

J.F HUCHET

Le 22 mai 1981, Pierre Mauroy est Premier Ministre. La composition de son gouvernement est immédiatement passée à la loupe par la presse. La préoccupation des analystes et éditorialistes se focalise d'emblée sur la question qui leur paraît cruciale: quelle place a été concédée aux alliés communistes du Parti socialiste? Sur ce point, les commentaires s'épuisent rapidement. Quatre ministres communistes entrent en effet au conseil des ministres mais avec des maroquins qui peuvent être qualifiés de « techniques ». Le pré carré régalien est préservé. Le président a tenu les promesses du rapport de force qu'il a géré avec constance avec son principal allié au cours des années de conquête. Pas la moindre concession non plus du côté des « ministères d'influence », comme la culture – furtivement revendiqué par le PC. De ce moment, rassasiés, les observateurs se retournent vers l'ovni politique que représente le tout nouveau Ministère du Temps libre.

Ce sont les dessinateurs et caricaturistes qui s'emparent les premiers du sujet. Il faut bien admettre qu'il les autorise à la facilité. Ils s'évertuent, pour les plus talentueux, à caricaturer ce qui leur semble une incongruité: l'Etat va-t-il se mêler de la gestion de ce « temps libre » qui est par définition ce qui échappe au regard d'autrui et, surtout, des autorités? D'autres retrouvent les accents vindicatifs de leurs aînés des années du Front populaire: le temps libre institué est celui des « fainéants ». Les éditorialistes leur emboîtent le pas. Leur verve, y compris à gauche dans les colonnes de « Libération » est d'autant plus facile à exercer que le périmètre et les missions de ce nouveau ministère ne sont pas clairement définis au départ.

Il apparaîtra par la suite que cette innovation n'a pas été pas portée sur les fonts baptismaux dans les

meilleures conditions. Il semble même qu'elle a été le fruit, selon celui qui fut l'unique titulaire du poste, André Henry, d'une certaine improvisation.

Ovni, il l'était peut-être pour les journalistes, mais certes beaucoup moins pour nombre de syndicalistes ou de responsables d'associations – sans oublier les historiens. Ce ministère faisait écho à une longue tradition de revendications et, surtout, à ce qui avait été un des faits marquants de l'action du Front populaire.

Avoir la maîtrise d'un peu plus de son temps, hors du travail, n'est pas en effet une revendication que viendrait de découvrir la gauche. Celle-ci a même été centrale tout au long de son histoire. Les luttes sociales pour cet objectif se sont d'ailleurs caractérisées par une violence rare: en 1848, 1870, 1906 et 1925. A chacune de ces étapes, quelques progrès avaient été enregistrés, en attendant les combats suivants. Des progrès qui n'apportaient au monde du travail que du « temps libéré », pour la « reconstitution des forces de travail » ou pour des activités de ressources subsidiaires. Le temps libre, au sens plein du terme, n'avait toujours pas été inventé pour les salariés. Il était demeuré, jusque dans les années trente, l'apanage et la marque de distinction d'une classe, celle des rentiers.

Il avait fallu le Front populaire pour que le « temps libre » apparaisse enfin, avec la semaine de quarante heures et la « quinzaine » de congés payés. Avec pour figure emblématique de cette mutation profonde de la société, un sous-secrétaire d'Etat, Léo Lagrange. « *Désormais, déclare celui-ci en 1937, la durée du temps de loisir et de repos l'emporte, doit l'emporter sur la durée de la peine et du labeur... Par conséquent, une tâche parallèle s'impose à tous ceux qui ont pour mission de guider la vie des hommes, de l'organiser...* » Le mot d'ordre qui s'impose alors est celui d' « organisation ».

Pour mieux comprendre dans quel contexte économique et social arrive cette véritable et profonde

révolution, il n'est pas inutile de rappeler l'intitulé exact de ce premier sous-secrétariat : il est « chargé de l'Organisation des Loisirs et Sports ».

S'il est inspiré par une grande idée émancipatrice qui vient de loin, ce projet doit en effet se frayer un chemin dans un monde qui n'a rien prévu pour l'accueillir. S'il existedéjàuncertainnombre d'associations d'éducation populaire, leur maillage est très inégalement réparti sur notre territoire. Leur développement sera bien sûr encouragé par la puissance publique mais elles sont alors dans l'incapacité d'offrir, du jour au lendemain, un cadre suffisant à ce qui va peu à peu représenter un phénomène en constante expansion. Quant au secteur marchand, il vit alors aux antipodes de cette préoccupation. Les lieux d'accueil et transports à prix modérés pour les congés, rien de cela n'existe alors au niveau requis ou en une quantité suffisante. Léo Lagrange et le gouvernement de Léon Blum s'attellent alors à une tâche considérable d'organisation sans laquelle les proclamations généreuses n'auraient été que vains mots.

Après la guerre, le mouvement ainsi initié retrouve peu à peu ses marques et son élan. Ceci se manifeste en particulier avec la création, en 1950, par Pierre Mauroy qui est alors secrétaire général du Mouvement des Jeunes Socialistes, de la Fédération Léo Lagrange. Ce réseau dédié à l'éducation populaire va très rapidement faire confluence avec d'autres acteurs venus en particulier du monde syndical.

Il en est ainsi de Force Ouvrière qui entretient très tôt des liens étroits avec « Léo Lagrange ». Cette liaison est particulièrement forte dans quelques grands départements à forte population ouvrière tels que les Bouches-du-Rhône, le Nord et la ceinture parisienne.

De grandes organisations partagent également ces préoccupations et sont présentes sur le terrain. Par exemple, la puissante « Ligue de l'enseignement » qui, après avoir été interdite par le régime de Vichy, connaît alors un épanouissement remarquable. Ou encore, « Tourisme et travail » du côté de la CGT et du Parti communiste.

Avec la troisième semaine de congés payés, en 1955, puis dix années plus tard la quatrième, le champ d'action s'élargit et les besoins d'organisation se font pressants. Ils trouvent leurs relais dans les comités d'entreprise et dans les municipalités de gauche. L'appui de celles-ci n'est pas négligeable, qu'ils s'agissent du financement d'équipements ou de la garantie qu'elles apportent aux emprunts nécessaires.

En 1969, est créé le Centre d'études et de coopération pour les équipements de loisirs (CECOREL) qui a pour vocation d'être un lieu de rencontre entre différents responsables syndicaux de la FEN, la CFDT et FO et de nombreuses fédérations et associations de tourisme social : la Fédération Léo Lagrange, la Ligue de l'enseignement, Village vacances famille (VVF), Loisirs, vacances, travail (LVT) et l'organisation Arc-en-ciel. Absente notable, l'association « Tourisme et travail » proche du Parti communiste et de la CGT. C'est dans cette instance qu'émerge progressivement l'idée du chèque vacances qui sera réalisé sous le gouvernement Mauroy.

Toutes ces organisations maintiennent avec fermeté le cap des principes qui ont fondé ce mouvement : éducation, sport, découverte. Elles les réaffirment avec d'autant plus de force qu'à cette époque le secteur marchand est désormais puissamment organisé et omniprésent. Celui-ci affiche avec agressivité une offre de loisirs variés, de plus en plus facile d'accès pour les salariés modestes, dont le dénominateur commun se résume le plus souvent dans la formule du « bronzage idiot ».

C'est dans ce contexte que Pierre Mauroy se met à rêver, à partir de 1977, d'une Confédération générale du Temps libre.

Difficile d'affirmer avec certitude d'où vient l'idée du Ministère du même nom. Le premier et unique titulaire de ce maroquin, André Henry, a souvent témoigné de la manière dont il a été invité à rejoindre François Mitterrand à son domicile de la rue de Bièvre peu avant l'annonce de la composition du premier gouvernement de Pierre Mauroy. Il a déduit du déroulement des événements que celui-ci n'était pas au courant de cette initiative présidentielle. Il est vrai que tout confirme par ailleurs que François Mitterrand s'était réservé personnellement la constitution de cette équipe gouvernementale. Il est aussi exact que Pierre Mauroy, dans ses « Mémoires », ne traite curieusement de cette affaire - à laquelle il aurait dû se montrer particulièrement attaché - qu'en quelques lignes. André Henry précise qu'il est sorti de ce très bref rendez-vous sans que les contours de sa fonction lui aient été clairement précisés.

Est-ce ce qui ressemble à une improvisation de dernière minute qui explique la configuration bizarre de cet édifice ?

Le ministère du Temps libre est en effet flanqué d'une ministre déléguée à la Jeunesse et aux Sports, la socialiste Edwige Avice, et d'un secrétaire d'Etat

au tourisme, François Abadie, maire radical-socialiste de Lourdes. L'un et l'autre disposent d'un appareil administratif conséquent. Depuis 1958, le ministère de la Jeunesse et des Sports s'est en effet doté d'une solide administration centrale et de relais territoriaux efficaces. Le secteur du Tourisme est également, de ce point de vue, bien soutenu. Le ministre est pour l'essentiel confiné à son cabinet.

Ce déséquilibre structurel et, peut-être également, comme l'a fréquemment suggéré le principal intéressé, André Henry, le fait qu'il soit de culture syndicale et non politique expliquent sans doute les raisons d'un bilan en demi-teinte de cette organisation.

Aussitôt installé, André Henry, décide de donner pour fil conducteur à son action la réhabilitation de l'éducation populaire. L'expression est alors tombée en désuétude. En l'utilisant, il remonte aux sources de ce qui a inspiré la gauche un siècle durant. Il se place explicitement dans les pas de Léo Lagrange.

Il devrait avoir du grain à moudre même s'il ne s'en tient qu'à trois des mesures majeures du programme du candidat Mitterrand: la réduction à trente-cinq heures du temps de travail, la retraite à soixante ans et la cinquième semaine de congés payés.

Très rapidement, il se rend compte que la modification de l'âge de départ à la retraite ne concerne que très peu son action. Elle renvoyait aux loisirs du troisième âge, ce qui n'était pas dans les priorités du Président. La cinquième semaine de congés en revanche était au coeur des problèmes qu'il lui fallait traiter – avec la question de l'étalement des vacances. Et enfin, la mesure sur laquelle il était le plus attendu était celle du passage aux trente-cinq heures de travail hebdomadaire qui allait bouleverser toute l'organisation de la semaine et du travail au sein des entreprises. Ce temps ainsi libéré allait avoir un impact fort sur l'ensemble de la société.

C'est dans cette perspective qu'André Henry se rapproche de Jean Auroux, ministre du Travail qui travaille à ces lois. Ils prévoient, pour les accompagner, d'organiser ensemble les «Assises du temps libéré». Il se préoccupe par ailleurs de rénover et de renforcer les métiers de l'animation dont le besoin se fera nécessairement sentir à terme.

Pour le dossier de l'étalement des vacances, André Henry ne rencontre auprès du patronat qu'une attention distraite. L'habitude qui a été prise en France, depuis deux ou trois dizaines d'années, de fermer au mois d'août leur convient parfaitement et ils ne voient

pas alors ce que leur rapporterait une modification des rythmes de production.

Pour un tourisme de qualité, il lance une grande campagne d'information et de sensibilisation sur le thème « A la découverte de la France ». Des cartes géographiques sont établies et diffusées largement sur lesquelles figurent des sites intéressants mais négligés, voire oubliés. Cette opération remporte immédiatement un réel succès. On estime à 14% le nombre des vacanciers détournés de la Côte d'Azur pour se diriger vers le centre de la France ou d'autres régions traditionnellement peu fréquentées.

François Mitterrand appuie et encourage ces mesures ou incitations. Il connaît bien sûr l'impact qu'elles peuvent avoir sur l'économie mais il ne s'arrête pas à cet aspect. Il y voit la possibilité d'émergence d'un mode de vie nouveau, plus conforme à ce que chacun est en droit d'attendre en cette fin du vingtième siècle, par-delà les progrès de la technique. Le temps libre est pour lui une des clés principales de l'équilibre de la société et de l'épanouissement personnel. Nous sommes loin des procès qui lui sont faits d'avoir voulu « encarter » les loisirs. *«La réduction du temps de travail est un élément capital pour accompagner les modifications des rôles parentaux que notre société connaît, explique-t-il aux congressistes de l'Union nationale des associations familiales, le 21 novembre 1981. Il faut que chacun des deux parents ait un temps suffisant, un temps libre pour lui aussi, sans lequel il n'est pas d'équilibre familial ; nous devons réfléchir ensemble sur cette modification des rôles et veiller à ce qu'elle se réalise dans le respect des droits de chacun, père, mère, enfant, sans oublier qu'ils forment un tout et qu'ils restent chacun singulier.»*

Il n'empêche. Le ciel s'assombrit. Le chômage augmente et submerge ce que Pierre Mauroy nommait «la crête des deux millions de chômeurs». Ils sont 2.200.000 en 1983. La marche vers les trente cinq heures s'interrompt pour près de quinze années. L'ordre des priorités et des urgences change. Le ministère du Temps libre disparaît lors du remaniement du 23 mars 1983.

Demeure l'Agence Nationale pour les Chèques-vacances (ANCV) fondée le 26 mars 1982. Elle continue aujourd'hui à distribuer le chèque-vacances une prestation dont le succès et l'utilité n'ont jamais été démentis. Ce sont aujourd'hui près de 90 millions de chèques-vacances qui sont diffusés pour un peu plus d'un milliard d'euros par 23 000 entreprises. 135 000 prestataires les acceptent, toujours dans des activités en lien avec les vacances: transport, hôtellerie, restauration et services culturels.

Un passé proche

Les «vingt décisives»

GEORGES SAUNIER

Historien

Que peut-on dire des « années Mitterrand » ? Au-delà des articles, débats et ouvrages polémiques, où en sont les historiens quant à la connaissance des années quatre-vingt ? Force est de constater que les grandes synthèses font défaut. Certes, de très nombreuses – et utiles ! – monographies existent, ainsi que de vastes fresques chronologiques.¹ Certes, ces ouvrages comportent presque toujours des développements sur “l'esprit d'une époque”. Mais cette réflexion ne constitue jamais le cœur du sujet.

Il faut dire que les historiens hésitent devant la tâche.

Les archives pourtant ne font pas défaut. L'histoire contemporaine se caractérise même par un “trop plein” en comparaison avec d'autres périodes,² et on ne peut que constater que de nombreux fonds d'archives publiques sont d'ores et déjà accessibles, comme l'attestent, par exemple, les travaux récents sur la réunification allemande.³ Néanmoins, on

1 Dans deux genres très différents, citons l'ouvrage de Jean-Jacques Becker, en collaboration avec Pascal Ory, et publiée dès 1998 dans la collection *Nouvelle histoire de la France contemporaine* ou encore les quatre volumes des journalistes Pierre Favier et Michel Martin-Rolland. Cf. Becker (Jean-Jacques), Ory (Pascal), *Crises et alternances, 1974-1995*, Coll. Nouvelle histoire de la France contemporaine, Éd. du Seuil, 1998 (l'ouvrage est réédité en 2002 et couvre désormais les années 1974-2000) ; Favier (P.), Martin-Rolland (M.), *La décennie Mitterrand, 1990-1999*.

2 Que l'on pense à ce que représente, pour les années quatre-vingt, la masse nouvelle des archives télévisuelles, documents désormais indispensables pour espérer saisir l'état de l'opinion publique.

3 Nous pensons aux ouvrages de F. Bozo et T. Schabert ainsi qu'à la thèse, récente, de Marion Gaillard. Cf. Bozo (F.), *Mitterrand, la fin de la guerre froide et l'unification allemande, De Yalta à Maastricht*, Odile Jacob, Paris, 2005 ; Gaillard (M.), *La politique*

trouve difficilement de grands ouvrages synthétiques. D'abord parce que certains “processus historiques” sont toujours en cours – problème bien connu en histoire du temps présent. Il faut aussi reconnaître que les intellectuels d'aujourd'hui sont plus réticents à l'égard des grandes théories explicatives ou des grands récits, jugés trop dogmatiques, trop téléologiques. Aussi, lorsqu'un ouvrage paraît qui tente une telle synthèse, il nous semble légitime d'en dire quelques mots. Ce fut le cas avec la publication, en mars 2007, des *Vingt décisives*, de Jean-François Sirinelli.⁴ Le sous-titre de l'ouvrage est lui-même important : *1965-1985, le passé proche de notre avenir*.

Que sont ces «vingt décisives» ? La thèse de l'auteur est que la culture française – fille du double mouvement, politique et socio-économique, de la Révolution de 1789 et de la révolution industrielle – a changé du tout au tout entre ces deux décennies. En d'autres termes, que ces vingt décisives représentent un tournant fondamental de notre histoire collective.

Jean-François Sirinelli est l'un de nos grands historiens contemporanéistes. Professeur à Sciences-Po, il en dirige le Centre d'Histoire. Après avoir conduit la monumentale publication consacrée à l'histoire des droites en France⁵, il s'est notamment intéressé aux effets de génération.⁶ Ses travaux l'ont conduit à établir

allemande de François Mitterrand, 1981-1995, Thèse de doctorat de l'Institut d'Etude politique de Paris, dir. Pierre Milza, 2007. Nous avons d'ailleurs rendu compte de son travail, en association avec ceux, précurseurs de Tilo Schabert, dans la Lettre n° 13 de l'Institut, en octobre 2005, voir <<http://www.mitterrand.org/1989-le-retour-de-la-question.html>>.

4 Sirinelli (J.-F.), *Les vingt décisives. 1965-1985 : le passé proche de notre avenir*, Fayard, 2007.

5 Sirinelli (J.-F.), *Histoire des droites en France*, 3 vol., Gallimard, 1992.

6 Sirinelli (J.-F.), *Génération intellectuelle : khâgneux et normiens dans l'entre-deux-guerres*, Presses universitaires de France, 1994 ; Sirinelli (J.-F.), *Les baby-boomers : une génération, 1945-1969*, Hachette littératures, 2007.

un habile mélange entre une approche strictement politique – d’aucuns diraient “politisante” – et une approche plus culturelle des événements. Il suit en cela les traces de René Rémond qui, dans le célèbre ouvrage qu’il dirigea à la fin des années quatre-vingt – *Pour une histoire politique*⁷ –, militait pour une histoire politique attentive au social et aux mentalités. Ou encore, pour reprendre ces termes, attentive à « l’écosystème » dans lequel le fait politique se déploie. C’est bien cette approche spécifique qui nourrit son dernier ouvrage et qui lui permet de parler, pour ces *vingt décisives*, de « mutations considérables » du « destin historique » français.⁸

Sirinelli n’est bien entendu ni le premier ni le seul à constater ces changements. D’autres auteurs ont avancé des thèses comparables et il n’est pas inutile d’en rappeler quelques unes, tant les Vingt décisives font écho à plusieurs débats en cours.

Les sociologues, en particulier, cherchent depuis plusieurs années à en rendre compte. Dans *La société française*, par exemple, Olivier Galland et Yannick Lemel ont dressé le bilan des « pesanteurs et mutations » de notre organisation sociale. Eux non plus n’hésitent pas à parler d’« évolutions [...] saisissantes », jugeant que « l’ampleur des changements paraît incontestable. »⁹ Avant eux, Henri Mendras¹⁰ avait perçu et décrit ce qu’il n’hésitait pas à considérer comme une « seconde révolution française. » Ce dernier – chose intéressante pour nous – avançait d’ailleurs comme bornes chronologiques les années 1965-1984, ce qui le rapproche en cela de l’analyse de Sirinelli. Plus conceptuelle – attentive à ce que Pierre Bourdieu qualifiait d’*habitus*, de *champs*, d’*espace social*, etc. –, la sociologie bourdieusienne privilégie pour sa part la description des forces sociales qui, *mutatis mutandis*, structurent les rapports entre groupes et individus. De fait, les ruptures y sont moins sensibles. Néanmoins, beaucoup des changements intervenus au sein de la société française s’y trouvent décrits.

Bref, les sociologues s’accordent pleinement sur l’idée de

7 Rémond (R.), *Pour une histoire politique*, Éd. du Seuil, 1988.

8 Sirinelli (J.-F.), *Les vingt décisives*, op. cit., p. 9.

9 Galland (O.), Lemel (Y.), dir., *La société française. Pesanteur et mutation : le bilan*, Coll. Sociétales, Armand Colin, 2006, p. 13.

10 Nous avons déjà rendu compte des travaux d’Henri Mendras dans le numéro de septembre 2004 de *La Lettre de l’Institut*, dans un article intitulé : *Henri Mendras. Français comme vous avez changé*. Quant à l’idée d’une seconde révolution française, elle a été largement développée dans l’ouvrage éponyme, issu des travaux du groupe de réflexions “Louis Dirn” d’Henri Mendras. Voir Mendras (H.), *La seconde révolution française : 1965-1984*, coll. Folio essais, Gallimard, 1994.

changement pour notre époque. Changements qui, chronologiquement, incluent les « années Mitterrand » et interviennent dans tous les domaines : prospérité, tertiarisation de l’activité, nouvelles structures familiales, mode de vie, remise en cause des grandes “institutions” traditionnelles que sont par exemple l’Etat, l’école, la religion, les groupes sociaux de référence, les nouveaux rapports salariaux, les nouvelles formes de travail, etc.

D’autres chercheurs se sont consacrés, quant à eux, aux soubassements économiques de ces années ; les « trente glorieuses » succédant aux « trente piteuses ».

La première expression renvoie bien entendu à l’ouvrage célèbre de Jean Fourastié¹¹, cet économiste et planificateur français qui décrit la période de prospérité occidentale – notamment en France – de la fin de la Seconde guerre mondiale jusqu’au début des années soixante-dix. À l’inverse, Nicolas Baverez, penseur libéral, a forgé le terme de « trente piteuses »¹² pour qualifier la période suivante – 1975-2005 –, c’est-à-dire, en gros, celles des présidences de François Mitterrand et Jacques Chirac. En se basant sur ces éléments économiques, Nicolas Baverez a popularisé le thème du “déclin” de la France et de l’appauvrissement de notre société. Plusieurs autres voix se joignent à lui en ce sens, avec des écarts cependant très sensibles dans les thèses comme dans les conclusions. Jacques Marseille¹³ relativise l’appauvrissement économique de notre pays, mais dénonce « la trahison des socialistes » incapables de réformer le pays. Louis Chauvel¹⁴, de son côté, pose le diagnostic d’une société où la classe moyenne se désintègre et où les jeunes vivent moins bien que les générations précédentes.

À côté de ce “déclinisme” économique, une série d’ouvrages a pointé du doigt un autre “déclinisme”, idéologique celui-là. François Cusset, par exemple, a décrit la décennie Mitterrand comme « le grand cauchemar des années quatre-vingt. »¹⁵ L’ouvrage se

11 Fourastié (J.), *Les Trente Glorieuses, ou la révolution invisible de 1946 à 1975*, Fayard, 1979.

12 On pourrait citer un grand nombre des ouvrages et articles de Nicolas Baverez à l’appui de cette thèse. Nous limitons notre choix à deux ouvrages : Baverez (N.), *Les trente piteuses*, Flammarion, 1998 ; Baverez (N.), *La France qui tombe. Un constat clinique du déclin français*, Perrin, 2003.

13 On se souvient en particulier de son ouvrage *Vive la crise*, paru en 1983, avec l’aide d’Alain Plessis. Marseille (J.), Plessis (A.), *Vive la crise et l’inflation*, Hachette, 1983.

14 Chauvel (L.) *Les Classes moyennes à la dérive*, Seuil, 2006.

15 Cusset (F.), *La décennie. Le grand cauchemar des années 1980*, La découverte, 2006.

veut une description historique de l'époque, mais le style est indubitablement celui du pamphlet.

L'idée défendue est simple : les socialistes – sous la férule de l'ancien président – se sont laissés corrompre par les théories néo-conservatrices. Le tout alimenté par un véritable complot, celui de quelques think-tanks libéraux – telle que la fondation Saint-Simon –, avec à leurs têtes les “mauvais” de l'histoire : Marcel Gauchet, François Furet, Pierre Rosanvallon, etc. Ce complot idéologique, anti-marxiste, anti-tiers-mondiste et libéral, aurait dévoyé le message contestataire de “mai 68” et rendu possible l'émergence de tous les excès d'une époque et de leurs icônes : la disparition de la question sociale dans le débat public et son remplacement par une idéologie molle (SOS-Racisme), les années “fric”, les experts (Jacques Attali), l'entrepreneur cupide (Bernard Tapie), la télévision privée (TF1) et sa cohorte de publicitaires (Jacques Séguéla), l'apologie du culte du corps, du “psychologisme” et de la fête (Jack Lang), la montée du discours sécuritaire, etc. En face de ce complot, les “bons” – Foucault, Guattari, Deleuze, Bourdieu entre autres –, autant d'intellectuels qui ont su résister dans l'attente du renouveau contestataire qui s'est matérialisé dans les grandes grèves de 1995.

Ce livre – précédé et suivi par d'autres aux thèses tout à fait comparables¹⁶ – mérite que l'on s'y arrête. Ce sont des livres militants où la nuance n'a évidemment pas sa place. Ils décrivent les années Mitterrand à grands coups de serpe. Leur intérêt réside ici dans la description de “figures” qui, indéniablement, ont marqué une époque. Ceci étant dit, ce type de récit pêche par plusieurs travers : l'intentionnalité des acteurs est tout simplement occultée¹⁷, les faits sont souvent tordus à l'extrême pour pouvoir coller aux thèses défendues¹⁸, les sources utilisées se limitent trop aux débats tels que relatés dans les grands hebdomadaires, ce qui ne permet pas de rendre compte de la complexité des processus sociaux, politiques et culturels alors à l'œuvre en France.¹⁹

16 Citons à cet égard, le livre du britannique Perry Anderson et du biographe de Michel Foucault, Didier Eribon. Cf. Anderson (P.), *La pensée tiède*, Seuil, 2005 ; Eribon (D.), *D'une révolution conservatrice et de ses effets sur la gauche française*, Éditions Léo Scheer, 2007.

17 Seul compte, au final, une analyse reposant sur certaine déconstruction et interprétation du vocabulaire. Par exemple, François Cusset fait du projet politique de SOS Racisme ni plus ni moins qu'un projet « colonial », avec pour preuve la lecture de quelques articles de Libération.

18 Nous en donnons un exemple détaillé – parmi des dizaines que nous avons relevés – dans l'encadré ci-après.

19 À titre d'exemple, et alors que l'auteur critique la disparition de la question sociale dans le débat public, l'ouvrage néglige les aspects concrets de la politique de la ville, dans ses échecs comme dans ses résultats.

On le voit avec ces deux exemples – “déclinisme” économique ou idéologique –, les critiques ne manquent pas à l'égard des années quatre-vingt. Malgré tout, il est difficile d'y voir un récit complet et cohérent : ces études restent partielles – si ce n'est partiales – et ne dégagent aucune chronologie d'ensemble, aucune périodisation.

C'est précisément ce défi que Jean-François Sirinelli cherche à relever. Quelle est sa thèse ?

Le nouveau paysage historique français que décrit Jean-François Sirinelli dans son livre prend forme au milieu des années soixante. Une époque où le souvenir de la guerre, d'une part, et de la misère, d'autre part, s'estompe au fur et à mesure qu'une nouvelle génération s'impose : les “baby-boomers”. Avec elle, la France passe de l'économie de la reconstruction à celle du confort, où la frugalité et les risques de la vie ont tendance à reculer. C'est aussi au milieu des années 60 que naît véritablement la v^e République, lorsque la première élection présidentielle au suffrage universel direct remporte le succès que l'on sait. Le régime, conforté, s'installe dans la durée avec deux conséquences : la bipolarisation de la vie politique, et la fin – progressive – de l'antagonisme droite-gauche sur les questions de laïcité et de république. C'est cette v^e République qui va accompagner les transformations sociales de l'époque : mass-média, nouveau intellectuel, naissance d'une contre-culture populaire qui devient, bientôt – télévision oblige – culture-monde. Mai 1968 étant, au final, l'expression de ces évolutions.

La France aborde alors la seconde phase de sa mue, qui dure jusqu'en 1985. Celle-ci ne va pas sans résistance sur la scène politique car l'écart est grand entre la mue socio-économique et l'ancien système des normes et valeurs : Georges Pompidou marque le pas devant le projet de nouvelle société ; Valéry Giscard d'Estaing, acquis, lui, à l'idée de réforme, restera prisonnier de sa majorité politique et se verra rattrapé par la crise. Bref, une partie de la droite se trouve comme engluée dans une sorte de rhétorique réactionnaire alors que la gauche, elle, est plus à l'aise avec les changements socioculturels en cours.

Point intéressant – et longuement souligné par l'auteur – : si le premier choc pétrolier et le début de la crise économique sont indubitablement des éléments historiques marquants, ils ne remettent pas en cause les mutations sociales et politiques alors à l'œuvre. Tout, au contraire, démontre qu'en dépit de la crise économique, les mutations se poursuivent. C'est probablement sur ce point que l'ouvrage de Jean-

François Sirinelli mérite d'être souligné : il démontre avec efficacité que la coupure trente glorieuses / trente piteuses n'est pas aussi opératoire qu'il y paraît. À cet égard, Jean-François Sirinelli s'interroge – sans conclure définitivement – sur le sens du changement

politique de mai 1981. L'arrivée de la gauche au pouvoir ne serait-elle pas « fille des années 1970 » ? C'est-à-dire le résultat de cette mue sociologique en cours, où « une France d'employés et de cadre succède à un pays longtemps constitué de ruraux

Le « seuil de tolérance, une notion trop vague pour n'être pas suspecte »

Dans son ouvrage, p. 156, François Cusset fait le procès de François Mitterrand pour avoir utilisé le terme de « seuil de tolérance ». Une preuve irréfutable, selon l'auteur, de la xénophobie ambiante de ces années où dominant un « inconscient islamophobe », y compris à l'Élysée. Arrêtons-nous sur cette affirmation.

Il fait référence à une émission du 10 décembre 1989 où quatre journalistes interrogent le Président, notamment sur l'immigration. Au-delà de la formule « seuil de tolérance » que dit exactement le Président de la République ? Que les immigrés sont les bienvenus en France et qu'ils doivent être protégés par le droit français. Qu'il faut refuser l'immigration clandestine, que des expulsions auront donc lieu mais que tout individu a des droits. À cet égard, il affirme ne pas regretter la suppression des lois Pasqua. Il indique qu'un immigré clandestin de longue date doit voir sa situation « réglée. » Qu'il faut punir, sévèrement, les « industriels de la misère des immigrés [...] nouveaux esclaves modernes. » Que des difficultés existent dans certaines villes du fait de la ghettoïsation des populations d'origine immigrée, mais que l'école, le logement social, le salaire et, le moment venu, le droit de vote, permettront *in fine* l'intégration au sein de la société française. Il indique par ailleurs que l'amalgame fait par certains entre fanatisme religieux et communauté musulmane est dangereux, qu'il n'y a pas à s'alarmer des quelques cas de foulards dans les écoles, qu'il a confiance dans la laïcité. Enfin, il dénonce certains propos racistes de Jean-Marie Le Pen. Faut-il vraiment voir dans ces propos le témoignage d'un « inconscient islamophobe » ? Qu'en est-il de l'expression « seuil de tolérance » ?

C'est Christine Ockrent qui utilise cette expression au moment où elle interroge le Président. Il est alors question des chiffres de l'immigration. Le Front national mène alors campagne sur le thème d'une France soumise à l'invasion ; campagne relayée par la droite parlementaire. La journaliste demande au Président s'il retient cette notion de seuil. Tout en refusant de se prononcer sur le « caractère moral » de l'expression, François Mitterrand revient au chiffre. Il indique que, selon lui, « le seuil de tolérance a été atteint dès les années 1970 où il y avait déjà 4 100 000 à 4 200 000 cartes de séjour à partir de 1982. » La phrase a choqué – et pas seulement quelques milieux communautaires comme le laisse entendre François Cusset – mais pour peu que l'on se réfère à la suite du texte, il est clair que, dans l'esprit du Président, comme dans celui des journalistes, il est question ici, et uniquement, du nombre de cartes de séjour. Le Président indique à cet égard que ce chiffre est stable et qu'il n'y a donc pas lieu de s'alarmer du niveau d'immigration dans le pays. François Mitterrand revient au moins à trois reprises sur cette question. Les 12 et 27 janvier 1990, le 14 juillet 1991.

À chaque fois, plutôt que de confirmer cette terminologie – ce qui confirmerait la thèse de Cusset –, le Président va au contraire la récuser. « J'ai parlé de « seuil de tolérance » parce que la question m'avait été posée. Mais un débat avec quatre journalistes va vite et ma réponse a été trop elliptique. « Le seuil de tolérance » est une notion trop vague pour n'être pas suspecte. J'ai simplement constaté qu'en réalité le nombre d'immigrés en France disposant d'un titre de séjour et donc acceptés par les instances administratives était à peu près constant depuis quinze ans. Ce qui relativise les irritations d'une opinion exaspérée par telle ou telle situation particulière et chauffée à blanc par des campagnes démagogiques » ; « sur le plan moral, c'est une expression qui n'est pas la mienne [...] c'était une réponse que je croyais apporter à tous ceux qui pratiquent le racisme et l'exclusion en prétendant qu'aujourd'hui, en 1989 nous serions complètement débordés par le flux migratoire qui arriverait de toutes frontières ; je leur ai dit qu'en fait depuis quinze ans, ce fameux flux migratoire est resté pratiquement le même » ; « [le seuil de tolérance est une expression] que j'ai maladroitement reprise lors d'un débat auquel vous participiez, mais qui ne correspond pas du tout à l'idée que je m'en fais, c'est une expression que je récuse. »

et petits commerçants. » Il faudrait alors considérer l'œuvre de la gauche dans les premières années du septennat – dans laquelle Jean-François Sirinelli voit l'émergence d'une forme de social-démocratie à la française : libéralisation des mœurs, structuration de l'état-providence autour d'une économie en renouvellement – comme l'aboutissement politique d'une mutation socio-économique née vingt ans plus tôt.

Ce n'est qu'à partir de 1985, les vingt décisives se terminent. Et avec elles, la mutation de la société française. Notre pays entrerait alors dans une phase différente de son histoire, que Jean-François Sirinelli cherche à décrire en conclusion de son livre. Selon lui, à partir de ce nouveau socle social-démocrate hérité des vingt décisives et dont la constitution est achevée avec l'arrivée de la gauche au pouvoir, notre pays se trouve confronté à de nouveaux phénomènes. Confrontation à propos de laquelle Jean-François Sirinelli pose le constat d'un modèle républicain déréglé.

D'où viendrait ce dérèglement ? En premier lieu, il faut faire le constat d'un système capitaliste post-industriel qui entre dans une forme nouvelle de son développement, marquée par la financiarisation, la globalisation et un consumérisme effréné. Or, la gauche, malgré ses promesses passées, échoue à en maîtriser les effets pervers. D'une certaine façon, le mythe de la prospérité et de la croissance éternelle s'effondre. D'où la crise du politique qui, d'alternance en alternance, en découle et finira par gripper l'ensemble du système de représentation. La droite gaulliste, de son côté, n'échappe pas à ses propres mutations, réalisant sa conversion libérale alors que le Front national se développe. Un profond trouble identitaire se développe alors, dont témoigne, par ailleurs, une crise des intellectuels.

Ce dernier point soulevé par Sirinelli est important. Car cette transformation du capitalisme n'est pas l'unique phénomène en cause. Elle va de pair avec ce que Jean-François Sirinelli nomme « l'âge du pathos » et où la « vidéosphère » tient une place considérable sinon prépondérante. En effet, une nouvelle culture de masse – urbaine, éclatée, communautaire, commerciale –, portée par de nouveaux médias – CD, accroissement de l'offre télévisuelle, magnétoscope, radios – se développe. Une culture de masse où l'image du politique change, où la figure de la « victime » devient centrale, où la transgression se fait spectacle. Les conséquences d'un tel basculement ne peuvent qu'être perturbatrices pour le modèle républicain. Celui-ci suppose en effet l'arbitrage démocratique

et raisonnable entre différentes voies possibles. Or, à partir du milieu des années quatre-vingt, avec « l'âge du pathos », c'est désormais l'émotion qui domine, portée par un flux continu d'images et de son. Désormais, au sens propre, la télévision fait l'événement.

Dans ces conditions, le modèle républicain ne pouvait qu'avoir de grandes difficultés à répondre aux bouleversements culturels et aux nouveaux défis de la société française, tels que les problèmes apparus dans de nombreuses zones urbaines. Et Jean-François Sirinelli d'en conclure à une « éclipse de la république. » Mais pour quel autre modèle ?

Ce livre, précisons-le, est un essai. On n'y trouvera pas d'appareil critique : peu de notes de bas de page, pas d'index, pas de bibliographie.

Court, agréable à lire, le choix fait par l'auteur est celui de la synthèse. Aussi, il serait facile d'en souligner les défauts. On pourrait par exemple reprocher à son auteur de ne pas – ou si peu – tenir compte de la dimension internationale de cette période.

Autre constat, la séquence 1965-1985 paraît trop statique par certains aspects – mais Jean-François Sirinelli le reconnaît et bouscule à plusieurs reprises sa propre périodisation. À l'intérieur des différents temps historiques étudiés, il faudrait certainement affiner les distinctions entre ruptures et continuités. On pourrait aussi remarquer un certain tropisme de l'ouvrage sur les années Pompidou et Giscard, Jean-François Sirinelli en étant un bon connaisseur.

À l'inverse, le récit proposé est parfois trop succinct sur la politique menée par les gouvernements Mauroy et Fabius. Les dirigeants socialistes n'ont pas simplement cherché à prolonger un changement antérieur. Ils avaient leurs propres vues, leurs propres cultures et surtout leurs propres agendas politiques. Il faut en tenir compte. Mais ces critiques – qui invitent plutôt à la précision qu'à la contestation – ne sont rien par rapport à l'essentiel, c'est-à-dire l'esprit de synthèse et la proposition d'une périodisation audacieuse.

C'est là, précisément, pour nous qui nous intéressons aux « années Mitterrand », que l'approche proposée par Jean-François Sirinelli trouve toute sa richesse. La césure proposée autour des années 1985-1986 est convaincante à bien des égards. Les « vingt décisives » nous invitent ainsi à ne pas considérer ces années d'un seul bloc, mais, au contraire, à y déceler plusieurs phases. Bref, à un regard plus complexe que celui habituellement proposés.

Au cours de ses deux septennats, François Mitterrand aura prononcé plus de deux mille discours. Pour rendre compte de cette richesse, les éditions sonores Frémeaux et Associés, avec le concours de l'Institut François Mitterrand, proposent une sélection de ses prises de parole les plus importantes. Elles marquent les temps forts de sa présence sur la scène internationale, elles jalonnent ses prises de position en matière de politique intérieure, elles mettent en relief certains aspects moins connus de ses préoccupations.

Anthologie sonore des discours de François Mitterrand (1981-1995)

Coffret de trois CD disponible
à l'Institut François Mitterrand - 10, rue Charlot - 75003 Paris
26 euros (frais de port compris)

La Lettre est éditée
par l'Institut François Mitterrand
10, rue Charlot -75003 Paris
Tèl : 01 44 54 53 93
Fax : 01 44 54 53 99

Courriel : ifm@mitterrand.org
Site : www.mitterrand.org

REVUE TRIMESTRIELLE
Directeur de la publication :
Hubert Védrine

Avec la collaboration
de Claude Estier, Jean-François Mary Georges
Saunier et Jean-François Huchet

Imprimerie centrale de Bordeaux
Dépôt légal : mars 2005

Numéro de commission paritaire :
0704 G 82038
ISSN 1634-4510

LES AMIS DE L'INSTITUT FRANÇOIS MITTERRAND

La nature juridique de l'Institut François Mitterrand (fondation) le prive de la possibilité d'accueillir des adhérents. C'est à cette impossibilité qu'a répondu, en 1999, la création de l'association des Amis de l'Institut. Elle réunit les différentes "générations Mitterrand" désireuses de transmettre le message qu'elles ont reçu et de faire vivre l'espérance qu'elles ont elles-mêmes vécue.

Nom:..... Prénom:
Adresse:.....
Code postal:..... Ville:.....
Mail:.....

PREMIERE ADHESION Adhésion 10 euros
Abonnement à la *Lettre* (1 an - 4 numéros) Tarif adhérents 10 euros

MEMBRE ACTIF Adhésion 15 euros
Abonnement à la *Lettre* (1 an - 4 numéros) Tarif adhérents 10 euros

MEMBRE BIENFAITEUR Adhésion à partir de 40 euros
Abonnement à la *Lettre* (1 an - 4 numéros) Tarif adhérents 10 euros

Date: Signature:

Ce formulaire, rempli et accompagné du règlement (à l'ordre de l'IFM), est à adresser 10 rue Charlot -75003 Paris. Il est également, ainsi que toutes les informations sur l'IFM, en ligne sur mitterrand.org